



La Fed garantit plus d'argent à Wall Street alors que les attaques contre les travailleurs s'intensifient

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 01 novembre 2019

[wsws.org](#) 31 octobre 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

La Réserve fédérale (la Fed) américaine a réduit son taux d'intérêt de base de 0,25 point de pourcentage lors de sa réunion mercredi, la troisième réduction de ce type depuis juillet, mais elle a indiqué qu'il pourrait s'agir de la dernière réduction de l'année.

Les marchés financiers, qui préconisaient une baisse des taux d'intérêt (95 pour cent des analyses s'y attendaient), ont déjà intégré dans leurs perspectives l'indication d'une pause des mouvements des taux pour le reste de l'année. En effet, lors de sa conférence de presse, le président de la Fed, Jerome Powell, a pratiquement exclu toute hausse de taux dans un avenir proche.

L'indice S&P 500 a clôturé en grimpant à son deuxième sommet en une semaine. L'indice a augmenté de 0,3 pour cent pour dépasser son record précédent. L'indice a augmenté de 22 pour cent cette année, principalement à cause de ce que Powell a appelé un changement «substantiel» de la politique monétaire de la Fed.

Il a déclaré lors d'une conférence de presse que la Fed avait commencé l'année en espérant relever les taux d'intérêt, mais qu'elle avait ensuite adopté une attitude de «patience» avant de procéder à des baisses de taux en juillet. Malgré l'attente improbable d'une nouvelle réduction en décembre, les marchés ont célébré l'indication claire que le flux d'argent bon marché se poursuivrait.

«La Réserve fédérale vient de planter un gros piquet dans le sol pour indiquer la direction des taux futurs», a confié un analyste financier au Wall Street Journal. «Les marchés estiment que, indépendamment des problèmes commerciaux, il y aura une très longue pause sur les futures hausses de taux.»



*Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, prend la parole lors d'une conférence de presse à Washington, le mercredi 30 octobre 2019. La Réserve fédérale a réduit ses taux pour la troisième fois cette année.
(Photo AP / Susan Walsh)*

La dernière décision de la Fed souligne le contenu essentiel de classe de la politique économique américaine: des quantités illimitées d'argent ultra-bon marché pour les oligarques financiers de Wall Street afin de poursuivre leurs opérations spéculatives, associées à des mesures d'austérité, des réductions de salaire, des cadences de travail accélérées et des licenciements pour les travailleurs.

La décision de la Fed intervient quelques jours seulement après la fin de la grève chez GM, à l'issue de laquelle la société, qui travaillait de concert avec la bureaucratie du syndicat United Auto Workers, a obtenu l'augmentation du nombre de travailleurs temporaires, qui peuvent être embauchés et licenciés quand bon lui semble, et l'expansion de la soi-disant «économie de petits boulots» au cœur de l'industrie de base.

Ce ne sont pas simplement des phénomènes parallèles. Ils ont une relation de cause à effet. Le marché boursier est stimulé par l'offre d'argent bon marché, mais les bénéfices des élites financières reposent en définitive sur l'extraction sans cesse intensifiée de la plus-value de la classe ouvrière. Ainsi, plus l'inflation des marchés financiers par l'afflux d'argent est forte, plus les attaques visant les travailleurs afin d'augmenter le niveau d'exploitation doivent être brutales et d'une grande portée.

La Fed a d'abord cherché à justifier ses dernières réductions en affirmant que les réductions de taux constituaient une «police d'assurance» contre les risques pesant sur l'économie posés par les tensions commerciales, en particulier le conflit américano-chinois, et la menace d'un Brexit sans accord.

Lors de sa conférence de presse, Powell a déclaré que ces risques s'étaient quelque peu atténués au cours de la période récente, avant de préciser que la politique consistant à fournir de l'argent bon marché se poursuivrait néanmoins indéfiniment.

L'augmentation des taux d'intérêt, a-t-il déclaré, était «en réalité une question d'inflation»,

et il faudrait une «hausse persistante» avant que la Fed n'envisage de relever ses taux. Les attentes quant à l'inflation étaient importantes et la Fed devait mener une politique monétaire pour les réaliser, a-t-il poursuivi. Il a ensuite indiqué que la Fed envisageait d'aller encore plus loin et a évoqué la nécessité de réfléchir à de nouvelles politiques visant à rendre plus crédible l'objectif d'inflation à 2 pour cent.

Étant donné que l'inflation reste constamment en dessous de l'objectif de 2 pour cent et ne montre aucun signe de hausse, cela revient à garantir aux marchés financiers une politique «accommodante» continue.

D'autres remarques ont montré que la politique monétaire de la Fed n'avait absolument rien à voir avec la relance de l'économie réelle, mais visait uniquement à satisfaire les exigences de Wall Street.

La dernière décision a été prise quelques heures à peine après la publication des dernières données sur le produit intérieur brut américain. Le rapport a montré que le PIB n'a augmenté que de 1,9 pour cent en rythme annuel au troisième trimestre, dans un contexte de contraction de l'investissement des entreprises, contre une augmentation de 2 pour cent au deuxième trimestre.

Le plus important a été la baisse des investissements fixes non résidentiels: une mesure de ce que les entreprises dépensent en nouveaux bâtiments et équipements. Il a chuté à un taux annuel de 3 pour cent, sa plus forte baisse en près de quatre ans. Selon un économiste d'entreprise, cité dans le *Financial Times*, «les chiffres étaient affreux et encore pires que prévu».

La trajectoire de faible croissance de l'économie américaine démolit le mensonge du gouvernement Trump selon lequel les réductions d'impôts massives consenties il y a près de deux ans, qui ont fait cadeau de milliards de dollars aux entreprises et aux très riches, stimuleraient l'économie.

La réalité est que le taux d'imposition du revenu des particuliers pour les travailleurs ordinaires est maintenant supérieur à celui des échelons supérieurs. Mais les réductions d'impôt pour les sociétés et les riches ont été utilisées non pas pour financer des investissements, mais plutôt pour des opérations financières parasites, notamment des rachats d'actions et des fusions et acquisitions.

Au cours de sa conférence de presse, Powell a renoncé à prétendre que les politiques monétaires de la Fed avaient eu un impact significatif sur les investissements dans l'économie réelle. En réponse à une question de savoir si la Fed avait donné «un coup d'épée dans l'eau» en ce qui concerne l'effet de ses mesures sur l'économie en général, Powell a répondu que les taux d'intérêt n'étaient pas le «principal facteur» dans les décisions d'investissement des entreprises. En d'autres termes, ils sont entièrement destinés aux marchés financiers.

Il y a des signes évidents d'une autre crise financière si les taux d'intérêt montaient, ou même s'il y avait une indication selon laquelle ils pourraient augmenter.

La directrice de la Fed, Lael Brainard, a fait allusion à ces risques dans un rapport le mois dernier présenté au comité des finances de la Chambre des représentants. Elle a déclaré que les emprunts des entreprises avaient augmenté plus rapidement que le PIB et avaient

presque atteint leur sommet historique.

Elle a noté qu'alors que c'était auparavant essentiellement des entreprises à hauts revenus et à faible endettement qui s'endettaient davantage, les analyses ont révélé que ce sont «les entreprises à fort taux d'endettement, qui ont des ratios élevés en frais d'intérêt et de faibles revenus et liquidités qui augmentent leur endettement plus rapidement que les autres».

Lors de la conférence de presse de mercredi, Powell a répondu à une question sur un récent rapport du FMI sur l'accumulation d'obligations d'entreprises risquées en reconnaissant que le l'endettement des entreprises était historiquement élevé et que la Fed y accordait «beaucoup d'attention». De telles phrases incitent inévitablement à des comparaisons avec les déclarations de la Fed sur le marché des prêts hypothécaires à risque dans la période qui a précédé la crise financière de 2008.

Powell a également été interrogé sur les interventions extraordinaires de la Fed sur les marchés financiers au jour le jour suite à la flambée des taux dits «repo» (taux de refinancement) en septembre. La Fed a annoncé qu'elle achèterait 60 milliards de dollars de bons du Trésor à court terme chaque mois au moins jusqu'au deuxième trimestre de l'année prochaine, et a annoncé qu'elle prêterait au moins 120 milliards de dollars au marché repo quotidiennement.

Powell n'a pas pu expliquer la turbulence sur le marché repo, mais que les enquêtes ont révélé que les banques détenaient plus d'argent que leurs réserves obligatoires, mais n'avaient pas mis le surplus sur le marché, malgré une opportunité rentable de le faire. Le fait que les grandes banques ne s'engageaient pas dans ce qui était considéré comme des opérations normales dans le passé suggère une tentative de manipulation des marchés pour assurer un apport supplémentaire d'argent bon marché de la part de la Fed.

Powell a insisté sur le fait que les mesures de la Fed ne constituaient pas un retour à un «assouplissement quantitatif» (QE) et étaient de nature purement technique. Mais les mesures sont largement considérées comme un QE sous une autre forme.

Les conséquences de la dernière décision de la Fed sont évidentes: Wall Street est assuré que la banque centrale répondra à ses demandes d'approvisionnement en argent bon marché pour financer la spéculation, intensifiant ainsi les attaques contre la classe ouvrière pour alimenter le parasitisme insatiable de l'oligarchie financière, et des risques toujours plus grands d'une autre crise financière.

Nick Beams

Article paru en anglais, WSWS, le 31 octobre 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Nick Beams, wsws.org, 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca